

Déclaration des populations autochtones au deuxième forum international des populations autochtones d'Afrique centrale (FIPAC 2)

Impfondo, 15 – 18 mars 2011

Nous, Peuples Autochtones d'Afrique Centrale, et plus précisément de la République du Burundi, du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine, de la République du Congo, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda, de Sao Tomé et Príncipe et du Tchad, saluons les participants au 2ème Forum International des Peuples Autochtones d'Afrique Centrale, et remercions le gouvernement de la République du Congo ainsi que les partenaires au développement qui ont oeuvré à la tenue et réussite de cet événement.

Cette 2ème édition du FIPAC est pour nous l'occasion de tirer les leçons des expériences de mise en oeuvre des recommandations de la 1ère édition, ainsi que des évolutions connues dans le contexte institutionnel, économique, politique et environnemental mondial pour formuler à nouveau, à l'attention des décideurs, partenaires, communautés autochtones et non autochtones, un certain nombre d'attentes et de suggestions visant à la gestion durable des ressources naturelles et forêts d'Afrique Centrale et à la promotion des droits et de la culture des peuples autochtones.

Les rencontres préparatoires à notre participation au FIBAC 2 nous ont donné l'occasion d'évaluer les progrès réalisés et de mettre en évidence les blocages, contraintes et défis qui continuent de peser sur notre existence.

1. Au niveau de la classification des Peuples Autochtones, nous observons que, de façon générale, nous sommes encore très souvent décrits par des concepts confus et placés dans des catégories très ambiguës :

a. Nous ne nous considérons nécessairement comme une minorité sociale, car dans plusieurs régions et dans plusieurs circonstances, nous sommes démographiquement majoritaires ;

b. De même, bien que nous soyons TRES VULNERABLES du fait de notre situation culturelle, économique et politique, nous considérons que c'est un tort de nous classer au niveau même de vulnérabilité que d'autres groupes vulnérables de la société. Notre situation est spécifique et nécessite un traitement spécifique ;

c. L'autre aspect est la classification de certains membres autochtones dans des grandes catégories sociales dont certaines composantes n'ont rien à voir avec les PA. C'est le cas des Mbororo au Cameroun, en RCA et au Tchad qui sont classés dans la grande catégorie «PEUL». Cette classification constitue un préjudice pour la communauté Mbororo qui est très fragile, vulnérable et en plus minoritaire, comparée aux peuls proprement dits qui sont majoritaires, politiquement très installés dans les postes de responsabilités à tous niveaux, intellectuellement et économiquement plus forts que les Mbororos.

d. Les politiques et discours officiels du gouvernement rwandais constituent encore une véritable contrainte à l'expression libre et à la promotion de l'identité autochtone dans ce pays. Nous en appelons au gouvernement du Rwanda, à la COMIFAC et aux partenaires à

prendre en considération la situation particulière des PA dans les pays des Grands Lacs et de leur accorder un statut spécial qui leur permettra de se regrouper et de s'exprimer librement en tant que PA ;

2. Au regard de la faible participation des peuples autochtones dans les instances nationales et internationales de prises de décision, demandons aux Etats, projets et programmes de développement d'élaborer à différents niveaux des mécanismes efficaces pour assurer la présence et la participation active des PA en aval et en amont des instances de décision sur les questions et préoccupations qui les concernent. Il serait utile d'appliquer, tout au moins pendant un certain temps, une politique de discrimination positive, laquelle permettra d'assurer l'insertion des représentants des PA dans les différentes instances décisionnelles et de concertation nationales et sous-régionales.

3. Les PA considèrent le FIPAC et le REPALEAC comme les instances les plus à même de faire entendre leur voix, de promouvoir le dialogue avec les autres et de coordonner l'action et la contribution des Peuples Autochtones en Afrique Centrale en vue de les arrimer au mouvement autochtone mondial. Nous invitons la COMIFAC et les partenaires à se pencher sérieusement et de façon volontaire et généreuse sur la question de l'institutionnalisation du FIPAC et de la restructuration et renforcement organisationnel du REPALEAC. Ce serait un tort de laisser mourir ces deux instances. Toutefois, nous voulons insister sur la nécessité que ce processus d'institutionnalisation et de restructuration soit participatif et non imposé par les décideurs ou les partenaires.

a. L'institutionnalisation du FIPAC doit avant tout évaluer les avantages et les contraintes sur les PA et considérer la question du rôle du FIPAC institutionnalisé par rapport au rôle et responsabilités déjà dévolus au REPALEAC ;

b. Nous militons pour une institutionnalisation du FIPAC avec une place prépondérante accordée au REPALEAC afin qu'il y joue un rôle central. Nous suggérons fortement que la question du mode de fonctionnement et de représentation des PA au sein de la direction du FIPAC institutionnalisé soit discutée et décidée de façon participative avec l'ensemble des réseaux nationaux du REPALEAC.

4. Concernant la question foncière, nous continuons de faire face la négation de nos droits. Nous sommes conscients de l'évolution des contextes et savons que nous ne pouvons plus vivre toute la dimension de notre culture. Il y a nécessité de nous adapter. Mais notre adaptation doit être progressive et accompagnée, afin d'éviter la déroute culturelle et l'extinction de nos peuples. La question des droits fonciers est fondamentale dans ce processus d'adaptation et de promotion de notre culture ;

a. La question des droits fonciers des PA va au-delà de la simple question de droit de propriété foncière. La propriété foncière est essentielle pour notre ancrage au sol, pour la sédentarisation forcée à laquelle nous faisons face, et pour la sécurisation de notre espace de vie dans un contexte de sédentarisation. Toutefois, la propriété foncière n'est qu'un élément dans la problématique des droits fonciers des PA. Nos droits concernent, en plus de la question de propriété foncière :

i. Les droits d'usage transversal des espaces pour satisfaire nos besoins économiques et culturels ;

- ii. Les droits de circulation transfrontalière et dans l'ensemble des territoires nationaux ;
- iii. Les droits de prélèvement spécial de certaines ressources pour des besoins culturels et religieux ;
- iv. Etc.

5. En ce qui concerne les problématiques et défis émergents comme le changement climatique et les mécanismes REDD Mécanisme de Développement Propre, nous suggérons qu'un accent soit mis sur l'adaptation des PA aux Changements Climatiques, car il y a un grand risque que les REDD constituent une nouvelle fois un fardeau de plus pour les PA, et un facteur d'accaparement des terres par les intérêts politico-économiques dont les impacts sur les PA risquent d'être désastreux. Nous n'accepterons jamais une REDD et autres politiques d'atténuation et d'adaptation qui ne tiennent pas compte des droits essentiels des PA.

Pour conclure, nous relevons le fait que, malgré les efforts consentis, les progrès déjà réalisés, la condition des PA continue d'être celle de peuples marginalisés, exclus, traités de façon inéquitable et exploités sans honte par nos voisins, les opérateurs économiques et même les partenaires au développement et de conservation.

C'est compte tenu de cela que nous demandons aux décideurs et partenaires de nous accompagner dans notre processus d'insertion dans la société globale afin d'être au même pied d'égalité que tous les citoyens. Nous vous remercions.

Fait à Imfondo, le 15 Mars 2011

Les participants

Africa: Declaration Of Indigenous Peoples At The Second International Forum Of Indigenous Peoples Of Central Africa (FIPAC 2)

Impfondo, 15 to 18 March 2011

We, Indigenous Peoples of Central Africa, specifically the Republic of Burundi, Cameroon, Gabon, Equatorial Guinea, the Central African Republic, the Republic of the Congo, Republic Congo, Rwanda, Sao Tome and Principe and Chad welcome the participants of the 2nd International Forum of Indigenous Peoples Central Africa, and thank the Government of the Republic of Congo and development partners who have contributed to the maintenance and success of this event.

This second edition of FIPAC is an opportunity for us to learn from experiences of implementing the recommendations of the first edition, and to raise the attention of policymakers, partners, and non-Indigenous communities to changes in the institutional, economic, political and global environmental context and to formulate again to their attention a number of expectations and suggestions for the sustainable management of natural resources and Central African forests and the promotion of rights and culture of indigenous peoples.

Preparatory meetings for our participation in FIPAC 2 gave us the opportunity to assess progress and to identify bottlenecks, constraints and challenges that continue to influence our lives.

1. Concerning the classification of Indigenous Peoples, we observe that generally, we are still very often described by fuzzy concepts and placed in very ambiguous categories:

a. We do not consider ourselves necessarily as a social minority, because in many regions and in many circumstances, we are demographically the majority;

b. Similarly, although we are quite vulnerable due to our cultural, economic and political situation, we consider that it is wrong to classify us at the same level of vulnerability as other vulnerable groups of society. Ours is specific and requires a special treatment;

c. The other aspect is the classification of certain indigenous members in large social groups that have components which have nothing to do with the IP. This is the case of the Mbororo in Cameroon, CAR and Chad, who are classified as large category PEUL. This classification is an injury to the Mbororo community which is very fragile, vulnerable and more a minority compared to the Peul who are themselves a majority, politically installed in positions with responsibilities at all levels, both intellectually and economically stronger than Mbororos.

d. Policies and official statements of the Government of Rwanda still constitute a real constraint on free expression and promotion of indigenous identity in this country. We call the Government of Rwanda, COMIFAC and partners to take into account the special situation of the PA in the Great Lakes countries and to grant them a special status to enable them to join together and express themselves freely as IP;

2. Given the low participation of indigenous peoples in national and international decision making, we ask States, projects and programs to develop various levels of effective mechanisms to ensure the presence and active participation of IP downstream and upstream

decision-making bodies on issues and concerns affecting them. It would be useful to apply, at least for a while, a policy of affirmative action, which will ensure the integration of representatives of IP in various decision-making and concerted national and subregional concentration bodies.

3. The IP consider FIPAC and REPALEAC as the most able bodies to make their voices heard, to promote a dialogue with others and to coordinate the actions and contributions of Indigenous Peoples in Central Africa in order to join the indigenous world movement. We invite COMIFAC and partners to address seriously and on a voluntary and generous manner, on the issue of the institutionalization of FIPAC and the restructuring and organisational strengthening of REPALEAC. It would be a mistake to let those two bodies die. However, we emphasize the need for this institutionalization and restructuring process to be participatory and not imposed by policy makers or partners.

a. The institutionalization of FIPAC must first evaluate the benefits and constraints on the IP and consider the role of an institutionalized FIPAC taking into account the role and responsibilities already devolved at REPALEAC;

b. We promote the institutionalization of FIPAC with an REPALEAC playing a central role in it. We strongly suggest that the question of how the institutionalized FIPAC will function and how the IP will be represented within its leadership should be discussed and decided on a participatory basis with all national networks of REPALEAC.

4. Regarding the land issue, we continue to face the denial of our rights. We are aware of the changing contexts and know that we can not live the full dimension of our culture any more. There is a need to adapt. But this adaptation should be gradual and accompanied, to avoid the disappearance of our cultures and the extinction of our peoples. The issue of land rights is fundamental to this process of adaptation and promotion of our culture;

a. The issue of land rights of IP goes beyond the simple issue of land ownership. Land ownership is essential for our ties to the land, considering the forced settlement we face and to secure our space in a context of settlement. However, land ownership is only one element in the IP's issue of land rights. Our rights include, in addition to the issue of land:

- i. The rights to use transversal spaces to meet our cultural and economic needs;
- ii. The rights to cross-border movements and through the entire national territories;
- iii. The rights to draw on special resources for cultural and religious needs;
- iv. Etc.

5. With regard to the emerging issues and challenges such as climate change and the REDD mechanism, we suggest that an emphasis should be placed on IP to adapt to Climate Change because there is a risk that REDD constitute once more a burden for the IP, and a factor of land theft by the politico-economic interests, whose impacts on the IP are likely to be disastrous. We will never accept REDD and other mitigation policies and adaptation that ignore the basic rights of the IP.

In conclusion, we note that, despite efforts and the progress already achieved, the status of IP continues to be that of marginalized and excluded peoples, which are unfairly treated and shamelessly exploited by our neighbors, traders and even development and conservation partners.

Considering all this, we ask the decision makers and partners to accompany us in our process of integration into the global society, in order to be considered equally to the other citizens.

Thank you.

Made Imfondo, March 15, 2011

The participants

Declaración de los Pueblos Indígenas para el segundo Foro Internacional de los Pueblos indígenas de África Central (FIPAC 2)

En Impfondo, del 15 al 18 de marzo de 2011

Nosotros, los Pueblos Indígenas de África Central y, más concretamente, la República de Burundi, Camerún, Gabón, Guinea Ecuatorial, la República Centroafricana, la República del Congo, la República Democrática del Congo, Ruanda, Santo Tomé y Príncipe y Chad, damos la bienvenida a los participantes del segundo Foro Internacional de los Pueblos indígenas de África Central y agradecemos al gobierno de la República del Congo así como a sus colaboradores para el desarrollo, que tan duramente han trabajado para que este evento salga adelante con éxito.

Esta segunda edición del FIPAC nos concede la oportunidad de aprender de la experiencia que ha supuesto llevar a la práctica las recomendaciones de la primera edición. Asimismo, nos permite llamar la atención de todos aquellos a cargo de la elaboración de políticas, colaboradores y comunidades no indígenas hacia el contexto institucional, económico, político y medioambiental mundial en constante evolución así como dirigirles una serie de expectativas y sugerencias de cara a gestionar de manera sostenible los recursos naturales y bosques de África Central y promover los derechos y culturas de los pueblos indígenas.

Las reuniones preparatorias para nuestra intervención en el FIPAC 2 nos han permitido evaluar los progresos realizados así como evidenciar los obstáculos, limitaciones y retos que siguen siendo parte de nuestro día a día.

1. Respecto a la clasificación de los pueblos indígenas, observamos que, por lo general, a menudo se nos sigue describiendo a partir de conceptos un tanto difusos y clasificando dentro de categorías muy ambiguas:

a. No nos consideramos necesariamente una minoría social, pues constituimos una mayoría demográfica en numerosas regiones y circunstancias.

b. Asimismo, a pesar de que seamos muy vulnerables debido a nuestra situación cultural, económica y política, consideramos inadecuado el clasificarnos al mismo nivel de vulnerabilidad que otros grupos vulnerables de la sociedad. Nuestra vulnerabilidad es específica y necesita por lo tanto un tratamiento específico.

c. Por otro lado, se tiende a clasificar a ciertos pueblos indígenas dentro de grandes categorías sociales cuyos componentes no comparten ningún rasgo con ellos, como es el caso de los Mbororo en Camerún, en la República Centroafricana y en Chad, a los que se clasifica dentro de la categoría étnica *peul*. Esto constituye una ofensa para la comunidad Mbororo, muy frágil y vulnerable, además de minoritaria en comparación con los *peul*, que son superiores en número y gozan de una estabilidad política en puestos de responsabilidad a todos los niveles unida a una fuerza intelectual y económica mayor que los Mbororos.

d. Las políticas y el discurso oficial del gobierno ruandés siguen limitando en gran medida la libertad de expresión y la promoción de la identidad indígena dentro de este país. Hacemos un llamamiento al gobierno de Ruanda, a la Comisión de Bosques de África Central

(COMIFAC) y a los colaboradores para que tengan en consideración la situación particular de los pueblos indígenas en la zona de los Grandes Lagos y les atribuyan un estatuto especial que les permita reagruparse y expresarse libremente en tanto que pueblos indígenas.

2. Dada la débil participación de los pueblos indígenas en la toma de decisiones a nivel nacional e internacional, pedimos a los Estados, proyectos y programas de desarrollo que elaboren mecanismos eficaces a diferentes niveles para garantizar la presencia y participación activa de los pueblos indígenas en los procesos de toma de decisiones, desde su inicio y junto con los órganos encargados, en todas las cuestiones que les conciernen. Resultaría de gran utilidad aplicar, al menos durante un cierto tiempo, una política de discriminación positiva que garantice la inserción de los representantes de los pueblos indígenas en los diferentes órganos decisores y de consenso a nivel tanto nacional como regional.

3. Los pueblos indígenas consideran que el FIPAC y la *Red de los Pueblos Indígenas y Poblaciones Locales para la Gestión Sostenible de los Ecosistemas Forestales de África Central (REPALEAC)* son los órganos idóneos para darles voz, promover el diálogo con los otros y coordinar la acción y la contribución de los Pueblos Indígenas de África Central de cara a incorporarse al movimiento indígena mundial. Invitamos a la COMIFAC y a los colaboradores a abordar de una manera seria, voluntaria y generosa la cuestión de la institucionalización del FIPAC así como la reestructuración y refuerzo organizativo de la REPALEAC. Sería un error dejar morir estas dos instancias. No obstante, queremos insistir en la necesidad de hacer de esta institucionalización y reestructuración un proceso participativo y no impuesto por los organismos decisores o los colaboradores.

a. La institucionalización del FIPAC debe en primer lugar evaluar las ventajas y los obstáculos que condicionan a los pueblos indígenas y considerar qué papel ha de desempeñar un FIPAC institucionalizado teniendo en cuenta el papel y las responsabilidades que ya recaen sobre la REPALEAC.

b. Estamos a favor de una institucionalización del FIPAC que atribuya un papel principal al REPALEAC. Recomendamos encarecidamente que el modo de funcionamiento de un FIPAC institucionalizado, unido a la representación de los pueblos indígenas en el seno de su dirección, se debata y decida de manera participativa con el conjunto de redes nacionales del REPALEAC.

4. En un nivel territorial, se nos siguen negando nuestros derechos. Somos conscientes del cambio al que están sujetos el contexto actual y sabemos que ya no podemos vivir nuestra cultura en su más amplia dimensión; en definitiva, es necesario que nos adaptemos. Sin embargo, debemos llevar a cabo esta adaptación de manera progresiva y acompañada para así evitar la debacle cultural y la extinción de nuestros pueblos. Los derechos territoriales desempeñan un papel fundamental en el proceso de adaptación y promoción de nuestra cultura.

a. Los derechos territoriales de los pueblos indígenas van más allá de la simple cuestión de la propiedad ligada al territorio: esta resulta esencial en el marco de nuestro arraigo a la tierra, de la sedentarización forzada que experimentamos y de la protección de nuestro espacio de vida en un contexto de sedentarización. Ahora bien, la propiedad de la tierra no es más que un elemento en la problemática de los derechos territoriales de los pueblos indígenas. Nuestros derechos abarcan más de los reducidos a la propiedad de la tierra, a saber:

i. Los derechos de uso transversal de los espacios para satisfacer nuestras necesidades económicas y culturales.

ii. Los derechos de circulación transfronteriza y en el conjunto de territorios nacionales.

iii. Los derechos de extracción especial de ciertos recursos para satisfacer necesidades culturales y religiosas.

iv. Etc.

5. En lo que respecta a problemáticas y retos incipientes tales como el cambio climático y a los mecanismos para la Reducción de Emisiones por Deforestación y Degradación (REDD), sugerimos que se insista en adaptar los pueblos indígenas al cambio climático. Este énfasis se fundamenta en el riesgo de que REDD se convierta en un fardo más a la espalda de los pueblos indígenas y en los efectos desastrosos que puede desencadenar sobre estos el acaparamiento de tierras en base a intereses político-económicos. No aceptaremos nunca REDD u otras políticas de atenuación y adaptación que no tengan en cuenta los derechos fundamentales de los pueblos indígenas.

Para concluir, nos gustaría subrayar que, pese a los esfuerzos invertidos y al progreso logrado, la condición de los pueblos indígenas sigue siendo la de los pueblos víctimas de la marginalización, exclusión, desigualdad y explotación que nuestros vecinos, los agentes económicos e incluso los colaboradores en materia de desarrollo y conservación llevan a cabo sin vergüenza.

Es por ello que pedimos a los colaboradores y a los organismos decisorios que nos acompañen a lo largo de nuestro proceso de inserción en la sociedad internacional para así ser considerados iguales al resto de los ciudadanos. Muchas gracias.

En Imfondo, el 15 de marzo de 2011.

Los participantes

Декларация коренных народов, сделанная на втором международном форуме по вопросам коренных народов Центральной Африки (FIPAC 2)

Импфондо, 15 – 18 марта 2011

Мы, Коренные Народы Центральной Африки, а именно Республики Бурунди, Республики Камерун, Республики Габон, Экваториальной Гвинеи, ЦАР, Республики Конго, Демократической Республики Конго, Республики Руанда, Демократической Республики Сан-Томе и Принсипи, Республики Чад, приветствуем участников второго Международного Форума по вопросам коренных народов Центральной Африки, и благодарим правительство Республики Конго, а также партнеров в целях развития за успешно проделанную ими работу по организации и проведению этого мероприятия.

Это второе заседание FIPAC является для нас возможностью извлечь уроки из опыта применения на практике рекомендаций, выработанных по итогам первого заседания форума. Мы также имеем возможность извлечь уроки из изменений, произошедших внутри различных институтов, в экономике, политике и международной обстановке - все это для того, чтобы снова сформулировать и представить вниманию лиц, ответственных за принятие решений, партнеров в целях развития, сообществ коренных и некоренных народов список ожиданий и предложений по устойчивому управлению природными ресурсами и лесами Центральной Африки, а также по поощрению прав и культуры коренных народов.

На подготовительных встречах перед форумом мы имели возможность оценить достигнутые результаты и выявить препятствия, трудности и сдерживающие факторы, которые по-прежнему над нами довлеют.

1. На уровне классификации Коренных Народов, нас, как правило, все еще довольно часть описывают с помощью размытых и неясных понятий и относят к очень нечетким категориям:

а. Мы не считаем себя социальным меньшинством, так как во многих регионах и во многих обстоятельствах демографически мы представляем большинство;

б. Также, хотя мы **ОЧЕНЬ УЯЗВИМЫ** в связи с нашей культурной, экономической и политической ситуацией, мы считаем, что нас нельзя ставить в один ряд с другими уязвимыми социальными группами. Наш случай особый и требует особого подхода;

с. Другой аспект проблемы состоит в том, что некоторых представителей коренных народов относят к большим социальным категориям, некоторые составляющие которых не имеют ничего общего с коренными народами. Так, например, мбороро в Камеруне, в ДРК и Чаде относят к большой категории «ПЕЛИ». Подобная классификация наносит урон общине мбороро, хрупкой, уязвимой и к тому же менее многочисленной по сравнению с самими пёлями. Последние превосходят мбороро численно, занимают важные политические посты на всех уровнях, интеллектуально и экономически более сильны.

d. Политика Руанды и официальные заявления членов ее правительства также мешают свободно выражаться и развиваться самобытности коренных народов в этой стране. Мы призываем правительство Руанды, Комиссию по делам Центральной Африки и партнеров в целях развития принять во внимание особое положение коренных народов в странах Больших Озер и присвоить им особый статус, который позволит им объединяться в группы и даст свободу самовыражения как коренным народам;

2. Что касается слабого участия коренных народов в принятии решений внутри государственных и международных инстанций, мы обращаемся к государствам и представителям проектов и программ в целях развития с просьбой выработать на различных уровнях действенные механизмы, чтобы обеспечить присутствие, а также активное и полное участие коренных народов в работе всех организаций, принимающих решения по вопросам и проблемам, непосредственно затрагивающим коренные народы. Было бы полезно применять, по крайней мере, в течение некоторого времени, политику позитивной дискриминации, которая позволит обеспечить внедрение представителей коренных народов в различные инстанции, занимающиеся принятием решений и переговорами на государственном и субрегиональном уровнях.

3. Коренные народы считают, что форум FIPAC и Сеть коренных и местных народов по вопросам устойчивого управления лесными экосистемами Центральной Африки (REPALÉAC) – это самые подходящие инстанции для того, чтобы донести до всех голос коренных народов, развивать диалог и координировать деятельность и вклад Коренных народов Центральной Африки с тем, чтобы помочь им встроиться, в конечном счете, во всемирное движение коренных народов. Мы призываем Комиссию по делам Центральной Африки и партнеров в целях развития серьезно задуматься, с доброй волей и великодушием, над вопросом институционализации форума FIPAC, а также реструктуризации и организационного усиления Сети коренных и местных народов по вопросам устойчивого управления лесными экосистемами Центральной Африки. Позволить этим двум инстанциям умереть было бы неправильно. Тем не менее, мы настаиваем на том, что этот процесс институционализации и реструктуризации должен проходить с участием коренных народов, а не быть навязанным лицами, ответственными за принятие решений или партнерами по развитию.

a. Институционализация форума FIPAC должна прежде всего дать возможность оценить преимущества и ограничения, с которыми сталкиваются коренные народы, и рассмотреть вопрос о роли, которую будет играть институционализированный FIPAC по отношению к роли и обязанностям, которые уже выполняются Сетью коренных и местных народов по вопросам устойчивого управления лесными экосистемами Центральной Африки;

b. Мы активно работаем над тем, чтобы после институционализации FIPAC центральное место в нем занимала Сеть коренных и местных народов по вопросам устойчивого управления лесными экосистемами Центральной Африки. Мы настоятельно рекомендуем, чтобы вопрос о функционировании «нового» FIPAC и представительстве в его руководстве коренных народов, обсуждался и решался при участии всех национальных отделений Сети коренных и местных народов по вопросам устойчивого управления лесными экосистемами Центральной Африки.

4. Что касается земельного вопроса, мы продолжаем сталкиваться с полным отрицанием наших прав. Мы прекрасно отдаем себе отчет в том, что мир меняется и понимаем, что более не можем жить полностью в пространстве нашей культуры. Нам необходимо адаптироваться. Но наша адаптация должна быть постепенной и осуществляться при необходимой поддержке, чтобы избежать культурного хаоса и уничтожения наших народов. Вопрос о земельных правах является основополагающим в этом процессе адаптации и поощрения нашей культуры;

a. Вопрос о земельных правах коренных народов выходит за рамки простого вопроса о земельной собственности. Земельная собственность является основополагающим элементом для нашего закрепления на земле, для вынужденного перехода на оседлый образ жизни, с которым мы сейчас сталкиваемся, и для того, чтобы обезопасить наше жизненное пространство в контексте перехода на оседлый образ жизни. Тем не менее, земельная собственность – это лишь одна из многих составляющих проблемы земельных прав коренных народов. Помимо вопроса о земельной собственности, наши права затрагивают:

i. Право на поперечное использование пространств для удовлетворения экономических и культурных потребностей;

ii. Право на пересечение границ и свободное перемещение по всей территории страны;

iii. Право на взятие в особых случаях некоторых ресурсов для удовлетворения культурных и религиозных потребностей;

iv. И т.д.

5. Что касается таких насущных проблем как климатические изменения и механизмы REDD, Механизм чистого развития, мы предлагаем, чтобы акцент был сделан на адаптации коренных народов к климатическим изменениям, поскольку существует огромный риск, что механизмы REDD в очередной раз окажутся тяжелой ношей для коренных народов и станут фактором захвата земель в угоду политико-экономическим интересам, чье влияние может оказаться разрушительным для коренных народов. Мы никогда не примем механизмы REDD и любые другие меры по адаптации и предотвращению изменения климата, которые не учитывают основополагающие права коренных народов.

В заключение мы хотели бы сказать, что, несмотря на наши объединенные усилия и уже достигнутые успехи, коренные народы по-прежнему исключаются из жизни общества, с ними обращаются несправедливо, а наши соседи, экономические операторы и даже партнеры в целях развития и охраны, бессовестно их эксплуатируют.

Учитывая все выше сказанное, мы обращаемся к лицам, ответственным за принятие решений, и партнерам в целях развития с просьбой помочь нам войти в мировое сообщество, чтобы мы обрели равные права со всеми остальными гражданами.

Благодарим вас.

Составлено в Имфондо, 15 марта 2011

Участники